

L'Angola sous Joao Lourenço

Un changement *a minima* de l'État MPLA



Benjamin AUGÉ

Septembre 2019

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Le **Policy Center for the New South**, anciennement OCP Policy Center, est un *think tank* marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. À travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : agriculture, environnement et sécurité alimentaire, économie et développement social, économie et finance des matières premières, géopolitique et relations internationales.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l’Institut français des relations internationales (Ifri) et le Policy Center Policy Center for the New South.

ISBN : 979-10-373-0061-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « L’Angola sous Joao Lourenço : un changement *a minima* de l’État MPLA », *Notes de l’Ifri*, Ifri, septembre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Chercheur associé aux centres Énergie et Afrique subsaharienne de l'Ifri, **Benjamin Augé** est docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), et par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'information *Africa Energy Intelligence* (groupe Indigo Publications) et chroniqueur Afrique pour le site du quotidien *Le Monde*. Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique. Il est également intervenant à l'académie diplomatique néerlandaise Clingendael.

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et électrique dans les pays africains. Benjamin Augé s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Ses travaux récents se focalisent particulièrement sur les relations entre les pays du golfe Persique et l'Afrique. Outre le Nigeria, l'Angola, le Gabon et la République du Congo, il étudie également les récents et futurs pays producteurs d'hydrocarbures comme la Mauritanie, le Sénégal, l'Ouganda, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie.

Résumé

En 2017, l'arrivée au pouvoir de João Lourenço a mis un terme à près de quatre décennies de règne de l'ancien chef de l'État, José Eduardo Dos Santos. Le premier objectif de João Lourenço a été de renforcer son autorité en nommant à de hautes fonctions des personnalités qui lui sont proches et des cadres de l'ancien pouvoir qui lui avaient fait allégeance. La rapidité de la prise de contrôle par le nouveau « camarade numéro un » de tous les centres de décision – armée, renseignement, sociétés d'État, secteur pétrolier et surtout le parti-État MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) – a surpris les caciques de l'ère Dos Santos dont certains ont été brusquement écartés, voire condamnés à des peines de prison. Désormais ancré aux commandes de l'Angola, João Lourenço est cependant confronté à une profonde crise économique, la plus inquiétante pour le pays depuis la fin de la guerre civile en 2002.

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
DES HOMMES DE CONFIANCE DANS L'APPAREIL SÉCURITAIRE	7
UN VICE-PRÉSIDENT ET UNE ÉPOUSE ESSENTIELS À SON DISPOSITIF POLITIQUE INTÉRIEUR.....	10
LE CABINET PRÉSIDENTIEL : ASSEMBLAGE DE TECHNOCRATES EXPÉRIMENTÉS ET DE POLITICIENS MARQUÉS MPLA.....	13
QUI SONT LES MEMBRES DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT ?	16
Les profils plutôt technocratiques	16
Les profils plutôt politiques	18
UN BUREAU POLITIQUE DU MPLA ET DES GOUVERNEURS TOTALEMENT ALIGNÉS SUR LE PRÉSIDENT.....	21
DES HOMMES DE CONFIANCE À LA TÊTE DE L'ÉCONOMIE	24
La Banque centrale.....	24
La Sonangol et le secteur pétrolier.....	25
Les entreprises minières : Endiama et Ferrangol	27
LE FONDS SOUVERAIN DE L'ÉTAT	29
CONCLUSION	30

Introduction

Après 38 années de règne de José Eduardo Dos Santos, João Lourenço est arrivé au pouvoir en août 2017 et a su consolider son assise en s'entourant de fidèles et de personnalités ayant occupé des fonctions éminentes lors du précédent régime. José Eduardo Dos Santos a été pendant près de quatre décennies le chef incontesté d'un pays où le secteur privé – en dehors du secteur pétrolier – est resté très marginal dans l'économie du pays : cas typique d'un pays pétrolier membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En Afrique, l'Angola est aujourd'hui le deuxième pays le plus important en termes de volume produit (1,6 million de barils par jour et 5 millions de tonnes de gaz par an) après le Nigeria. Autour du nouveau président, rares sont les personnalités nouvelles qui ont émergé depuis deux ans. Joao Lourenço a davantage permis à quelques cadres de gravir les échelons. Certaines personnalités, avec un profil de technocrate, ont conservé leur poste à des fonctions non régaliennes, alors que d'autres ont été réhabilitées par le nouveau président après avoir été mises à l'écart lors des dernières années de pouvoir de Dos Santos. Ce dernier point est important car les « excommunications » sous l'ancien président ont été parfois violentes et humiliantes, même si certains des exclus d'un jour étaient par la suite replacés à d'autres postes. Certains des fonctionnaires réhabilités doivent par contre leur retour aux affaires à Lourenço et lui seront de ce fait particulièrement dévoués.

L'Angola a connu d'importants changements au sommet de l'État depuis l'élection de Joao Lourenço en 2017 mais le système mis en place par le parti-État, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), est lui, resté parfaitement intact. L'objectif du nouveau président a été de prendre au plus vite le contrôle des centres névralgiques du pouvoir, à savoir dans l'ordre de leur importance :

- Le Bureau politique, l'organe suprême du MPLA, et son secrétariat
- L'armée
- Les services de renseignement
- La gestion du pétrole, notamment *via* l'entreprise publique Sonangol
- Les autres sociétés d'État

Il a également mis en place un gouvernement et un cabinet présidentiel, mélange de technocrates et d'hommes politiques confirmés, qui lui seront pleinement dévoués. Nous ne privilégierons pas le traitement des différents organes de décision selon leur importance décisionnelle mais selon la chronologie de leur reprise en main par le pouvoir de Lourenço. Ce dernier a d'abord modifié l'appareil sécuritaire et de renseignement avant de former son gouvernement et de prendre enfin en main le parti et les sociétés d'État. Le MPLA, centre névralgique de toutes les décisions importantes n'a pas pu être réformé dès les premiers mois étant donné que le parti est soumis à des règles et les nominations sont entérinées à la suite de congrès dont les dates ne sont pas décidées par le président.

Lourenço a aussi l'ambition de relancer une diplomatie régionale, continentale et internationale qui sommeillait : le président Dos Santos ne voyageait quasiment plus lors des dernières années de son régime. Cependant, la situation économique est très dégradée : le pays a connu la récession en 2016 et 2017 avec une décroissance de - 2,5 %. La croissance oscille depuis entre 1 % et 2 %, loin des 5 % enregistrés avant la chute brutale des prix du brut en 2014. Par ailleurs, l'endettement s'est rapidement accentué, il représente désormais 65 % du produit national brut (PNB), soit 70 milliards de dollars¹. L'inflation s'est de plus considérablement accentuée en 2016 et 2017 (30 %), alors même qu'elle était contenue à moins de 10 % les trois années précédentes. La valeur de la monnaie, le kwanza, s'est par ailleurs affaïssée face au dollar. En outre, et alors que les investisseurs étrangers sont contraints de faire certaines opérations en kwanza, le manque de devises ralenti fortement l'économie. Ces données rendent les marges de manœuvre du nouveau président particulièrement ténues.

Cette note se propose de revenir sur les nominations de premier plan au sein des principaux rouages de l'État angolais afin de mettre en lumière ceux sur qui compte Joao Lourenço pour consolider son pouvoir et faire évoluer l'Angola comme il l'entend. L'objectif n'est pas ici de faire un état des lieux de la politique et de l'économie du pays mais plutôt de tirer des enseignements sur la méthode et sur les personnalités sur lesquelles s'appuie Joao Lourenço pour diriger l'Angola jusqu'aux prochaines échéances électorales de 2022.

1. « La dette publique de l'Angola n'est pas inquiétante – FMI », *Angop*, 1^{er} mars 2018, www.angop.ao.

Des hommes de confiance dans l'appareil sécuritaire

Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, le nouveau président a souhaité confier l'appareil militaire et de renseignement à une vieille garde. En tant qu'ancien ministre de la Défense, de 2014 à 2017, il connaît bien ces secteurs particulièrement stratégiques en Angola. Pour lui succéder au ministère de la Défense, il a choisi le général **Salviano de Jesus Sequeira** (73 ans) qui a derrière lui une longue carrière dans l'armée depuis les années 1970. En 1996, après être devenu général, il s'occupait notamment des dossiers infrastructure et logistique au sein des Forces armées angolaises (FAA), puis, en 2003, il devint chef d'État-major adjoint des FAA jusqu'en 2009. Entre 2010 et 2012, il fut vice-ministre de la Défense en charge du matériel et des infrastructures, puis de 2012 à 2017 secrétaire d'État aux mêmes fonctions. Il a donc travaillé sous les ordres de Joao Lourenço au ministère de la Défense à partir de 2014. De par son passé de combattant de la libération – il s'est battu de 1968 à 1974 contre les colons portugais dans l'actuelle province du Cabinda –, Salviano de Jesus Sequeira détient une indéniable légitimité pour le poste de ministre de la Défense. Le nouveau secrétaire d'État au ministère de la Défense, l'amiral **Gaspar Santos Rufino** (70 ans), a déjà occupé le poste de vice-ministre de la Défense – en charge des projets – à partir de 2001. Il travailla lui aussi sous les ordres de Joao Lourenço au ministère de la Défense de 2014 à 2017.

Joao Lourenço n'a pas nommé au sein du gouvernement le ministre de la Défense qu'il avait remplacé en 2013, **Candido Van-Dunem**. Ce dernier, désormais simple député, était ministre des Anciens combattants de 2013 à 2017 tout en étant le conseiller de la défense du président José Eduardo Dos Santos de 2005 à 2017. Le chef d'État-major, **Geraldo Sachipengo Nunda**, a été remplacé après qu'une enquête pour corruption ait été lancée contre lui² mais il a déjà retrouvé un poste important (voir ci-après). Le nouveau chef d'État-major des armées, le général **António Egídio de Sousa Santos**, surnommé « disciplina³ »,

2. « Limogeage du patron de l'armée en Angola », *Voice of Africa*, 23 avril 2018, www.voafrique.com.

3. Tous les surnoms donnés à certains cadres de l'armée viennent de la période de guerre d'indépendance contre les Portugais. Ces personnalités se singularisent ainsi et jouissent de certains privilèges.

a été nommé en avril 2018 par Joao Lourenço. António Egídio de Sousa Santos a été pendant une dizaine d'années en charge (notamment comme numéro deux à partir de 2010) de l'éducation et de la formation des FAA et a été au bureau politique du MPLA jusqu'en 2012 lorsqu'il devint chef d'État-major adjoint en charge de l'éducation. Son départ du Bureau politique est lié à une incompatibilité avec sa nouvelle fonction.

Pour diriger les services de renseignement intérieur (Serviço de Inteligência e Segurança de Estado – SINSE), le président Lourenço a choisi en mars 2018 un homme ayant été violemment écarté du système Dos Santos en 2006 : **Fernando Miala**. En 2006, Miala dirigeait alors les services de renseignement extérieur (Serviço de Inteligência Externa – SIE) et était un fidèle parmi les fidèles de José Eduardo dos Santos. À l'époque de sa mise à l'écart, il avait été mis en retraite d'office, condamné à quatre ans de prison et rétrogradé dans la hiérarchie militaire, passant de général à lieutenant général. Officiellement, il avait été accusé de comploter contre le président⁴ mais il paya surtout sa rivalité ouverte avec l'un des très proches du président, Manuel Hélder Vieira Dias Jr.⁵ (à l'époque, patron de la *casa militar* de la présidence⁶). En le réhabilitant, douze ans après sa mise au purgatoire, le président s'assure à peu de frais de la loyauté de Miala.

En avril 2018, le président a nommé **Geraldo Sachipengo Nunda** comme chef du SIE. Nunda, surnommé « Zé Grandé⁷ », connaît bien l'actuel chef de l'État car il était le chef d'État-major des FAA lorsque Lourenço était ministre de la Défense. Il avait été nommé dès 2010 à ce poste. Geraldo Sachipengo Nunda remplace **André de Oliveira João Sango** qui occupait cette fonction depuis 2006 et était perçu comme trop proche de l'ex-président José Eduardo Dos Santos. De plus, Sango a remplacé Fernando Miala en 2006. Fernando Miala, nouveau chef du SINSE pouvait ainsi difficilement travailler en collaboration avec André de Oliveira João Sango.

Enfin, le président Lourenço a nommé un nouveau commandant général de la police avec **Alfredo Eduardo Manuel Mingas**, ex-ambassadeur angolais à Sao Tomé (poste important pour un diplomate angolais étant donné les nombreux investissements économiques des

4. « Ex-Angolan Spy Chief Accused of Plotting against President », *AFP*, 2 avril 2006.

5. « ANGOLA : Miala, le chef espion, limogé ! », *La lettre du continent*, 1^{er} mars 2006.

6. La *casa militar* est un département au sein de la présidence chargé de conseiller le président sur toutes les questions ayant trait à la sécurité de l'État. Elle est aussi responsable de la sécurité personnelle du président.

7. Ces surnoms ont été donnés aux combattants pour l'indépendance contre les Portugais. Ils confèrent à ses personnalités une réelle légitimité pour occuper des places de premiers rangs dans l'appareil d'État. Ces combattants sont quasiment intouchables et sont craints.

sociétés angolaises dans ce pays). Alfredo Eduardo Manuel Mingas, surnommé « Panda », a effectué une longue carrière dans la police : il a été numéro deux de la police nationale en charge de la Protection et des Interventions de 2006 à 2011, avant de prendre son poste de diplomate. On ne peut pas dire que Alfredo Eduardo Manuel Mingas soit un proche de Lourenço mais ce dernier lui a accordé une promotion comptant ainsi sur sa loyauté.

Pour les secteurs sécurité et renseignement, Lourenço a souhaité s'appuyer sur la vieille garde du MPLA. Le point commun des nommés est d'avoir quasiment tous été des combattants contre les colons portugais dans les années 1960-1970. Il n'y a pas ici de renouvellement ni de rajeunissement particulier mais une absolue continuité. La question sécuritaire est celle sur laquelle le président a finalement le moins de liberté de réforme étant donné le nombre de cadres du MPLA ayant acquis une légitimité forte pendant la guerre contre les Portugais puis après contre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) durant la guerre civile. Ces cadres se sentent propriétaire des domaines régaliens de l'État attachés au secteur sécurité et défense.

Un vice-président et une épouse essentiels à son dispositif politique intérieur

Personnalité assez peu médiatique, le vice-président angolais **Bornito de Souza Balthazar Diogo** joue cependant un rôle clé dans l'appareil politique angolais. Avant de devenir vice-président en septembre 2017, Bornito de Souza était depuis 2010 un puissant ministre de l'Administration territoriale. Ce ministère est notamment responsable de la nomination de tous les hauts fonctionnaires à Luanda et dans les provinces. Durant ses sept années à la tête de ce ministère, Bornito de Souza a ainsi sillonné toutes les provinces et certains territoires reculés du pays où il a nommé tous les hauts fonctionnaires de l'État. Son rôle a notamment été de placer des cadres du MPLA et de suivre leur évolution. Il a une connaissance fine du parcours des cadres du parti dans toutes les provinces angolaises. Ceci est d'autant plus vrai qu'il a dirigé dans les années 1980 la branche jeunesse du MPLA, les JMPLA. Bornito de Souza représente ainsi un atout important pour Joao Lourenço. Docteur en science politique, il a aussi beaucoup voyagé dans les années 1990 en tant que président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale puis, à partir 1999, en tant que président du groupe parlementaire MPLA en remplacement de Joao Lourenço. Son profil de civil, d'intellectuel et de fin connaisseur des rouages du MPLA est complémentaire de celui du président, davantage porté sur les questions militaires et de sécurité.

Le vice-président a également fait monter ses proches à des postes clés. Il a réussi à propulser **Edeltrudes Maurício Fernandes Gaspar da Costa** comme directeur de « casa civil⁸ », la maison civile, à la présidence. Edeltrudes Maurício Fernandes Gaspar da Costa travaillait pour Bornito de Souza au ministère de l'administration territoriale. Le vice-président angolais a aussi soutenu Félix de Jesus Cala pour le poste de secrétaire

8. La casa civil est un département névralgique de la présidence dont le rôle est d'accompagner le chef de l'État sur tous les dossiers en dehors de ceux ayant traités aux questions sécuritaires. Il comprend ainsi des spécialistes de tous les dossiers afin de conseiller au mieux le président puis coordonner le travail avec les différents ministères. Le chef de la casa civil est ainsi une sorte de premier ministre étant donné qu'il doit faire remonter de l'information pour que le président décide puis faire redescendre les orientations dans les administrations.

général de la présidence. Auparavant, il était également sous les ordres Bornito de Souza Balthazar Diogo en tant que secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale. Le nouveau ministre en charge de l'Administration des territoires et de la réforme de l'État, **Adão Francisco C. Almeida** est aussi un homme de Bornito de Souza. Il fut son vice-ministre à partir de 2010 puis son secrétaire d'État à partir de 2012. Il a également fait son entrée au Bureau politique du MPLA en septembre 2018. La secrétaire d'État en charge de l'Administration des territoires, **Laurinda Jacinto Prazeres Monteiro Cardoso**, a également été embauchée par Bornito de Souza en 2010 en tant que directrice du cabinet juridique.

Ana Dias Lourenço, l'épouse du président, est sans conteste l'autre personnalité essentielle du pouvoir angolais. Ancienne économiste à la Banque mondiale où elle a été directrice exécutive du conseil d'administration, Ana Dias Lourenço a aussi été ministre du Plan pendant quinze ans, entre 1997 et 2012. Elle s'est ainsi constamment déplacée dans les dix-huit provinces du pays et a effectué d'innombrables voyages à l'étranger afin, notamment, de sécuriser des financements pour les programmes de reconstruction de l'Angola post-guerre civile. Ainsi, tout comme Bornito de Souza, Ana Dias Lourenço connaît de très nombreux hauts cadres du MPLA qu'elle a nommé elle-même ou qu'elle a rencontré lorsqu'elle était encore ministre. Elle est aussi parvenue à placer plusieurs cadres au cœur de la nouvelle organisation de la présidence. Ce fut notamment le cas avec l'éphémère conseiller aux affaires sociales à la présidence, **Carlos Alberto Lopes**, remplacé trois mois après sa nomination pour prendre, en janvier 2018, la présidence du très stratégique fonds souverain angolais. Il a ainsi remplacé le fils de Dos Santos, **José Filomeno Dos Santos**, aujourd'hui en résidence surveillée. Carlos Alberto Lopes a été le vice-ministre de la Première dame de 2003 à 2010 avant qu'il ne devienne ministre des Finances pendant les dernières années de pouvoir de José Eduardo Dos Santos. Une autre personnalité de premier plan dont la promotion a été fortement soutenue par Ana Dias Lourenço est **Pedro Luis da Fonseca**, il était aussi un de ses vice-ministres lorsqu'elle était au Plan. Ce dernier, qui a fait toute sa carrière à des postes liés aux affaires économiques est depuis septembre 2017 le puissant ministre de l'Économie et de la Planification.

Le vice-président et l'épouse de Lourenço sont des maillons essentiels pour permettre au président de prendre les décisions. Si Bornito de Souza Balthazar Diogo va davantage agir sur tout ce qui se rapporte au fonctionnement de la machine étatique grâce à sa connaissance profonde

des provinces et de leurs cadres ainsi que du MPLA, Ana Dias Lourenço, elle sera quant à elle principalement écoutée sur les choix économiques.

Le cabinet présidentiel : assemblage de technocrates expérimentés et de politiciens marqués MPLA

À la présidence, le chef de l'État a fait un arbitrage entre des proches (son propre frère, **Sequeira João Lourenço**, est par exemple le chef adjoint de la sécurité), des caciques du précédent régime (les deux anciens ministres du pétrole **José Maria Botelho de Vasconcelos** et **Albina Assis Africano** sont devenus conseillers en mars 2018) et des personnalités que le chef de l'État a promues. Il faut toutefois noter que tous les conseillers n'ont pas forcément de pouvoir, certains ne viennent quasiment jamais à la présidence où ils n'ont d'ailleurs pas de bureau. Joao Lourenço, comme d'autres chefs d'État, a distribué des titres et des émoluments à des personnalités sans pour autant leur accorder des fonctions exécutives. C'est principalement le cas pour les personnalités ayant occupé de hautes fonctions sous l'ancien président afin de les neutraliser et d'éviter qu'ils deviennent des facteurs de nuisances.

Le cabinet officiel du chef de l'État comprend huit conseillers, deux directeurs de cabinet, un secrétaire général et un inspecteur général. Le directeur de cabinet du président qui jouit du statut de ministre, **Edeltrudes Maurício Fernandes Gaspar da Costa** – comme on l'a vu un proche du vice-président –, n'est pas nouveau sur la scène politique angolaise. En décembre 2004 il fut nommé vice-ministre de l'Administration territoriale. Sous Dos Santos, il a été successivement secrétaire général de la présidence puis chef de la maison civile (personne clé du dispositif qui alimente le président en notes et qui gère un pool de conseillers thématiques) depuis 2012. Le nouveau secrétaire général de la présidence, **Félix de Jesus Cala**, a été auparavant directeur des Finances de la province de Moxico à l'est du pays, puis gouverneur par intérim en 2013. Le directeur de cabinet adjoint, **Edson Ulisses de Carvalho Alves Barreto**, est un proche de son prédécesseur Aldemiro Vaz da Conceição. Il était depuis 2013 en charge d'une unité de formation des cadres dans l'administration fondée par le président José Eduardo dos Santos. Le conseiller chargé des affaires politiques, constitutionnelles et

parlementaires, **Marcy Cláudio Lopes**, est un ex-cadre en charge des partis politiques au sein de Tribunal constitutionnel de la République d'Angola. **Victor Manuel Rita da Fonseca Lima**, le conseiller chargé des affaires diplomatiques et de la coopération internationale est un poids lourd de la diplomatie angolaise. En 2000, alors conseiller de Dos Santos, il fut nommé ambassadeur au Japon et devint ensuite ambassadeur en France de 2006 à 2009, puis en Espagne en 2009. **Itiandro Slovan de Salomão Simões**, le secrétaire chargé des affaires juridiques est un jeune juriste. Le conseiller en charge de la communication, **Luis Fernando** est un journaliste de formation, il a dirigé le *Jornal de Angola*, journal quotidien contrôlé par l'État. Il a aussi été administrateur du Grupo Medianova qui possède des journaux et chaînes de télévision et dont l'actionnaire principal est l'ancien président José Eduardo dos Santos. Le conseiller en charge des affaires locales et régionales, **Flavio Saraiva de Carvalho da Fonseca**, est le frère de l'actuel ambassadeur au Portugal et ex-conseiller diplomatique de l'ancien président, **Carlos Alberto Saraiva de Carvalho Fonseca**. Une grande instabilité est à noter au poste de conseiller en charge des affaires économiques, **Alcino dos Prazeres Izata Francisco da Conceição** étant le troisième titulaire du poste depuis l'arrivée de Lourenço. Ce nouveau conseiller, diplômé en économie de l'Université d'Amiens en France, a commencé sa carrière au sein du groupe pétrolier français Elf avant de travailler pour Manuel Vicente à la vice-présidence ainsi qu'au Fonds monétaire international (FMI) à Washington. La professeure à l'Université Augusto Neto, **Maria de Fatima Republicano de Lima Viega**, est conseillère aux affaires sociales depuis janvier 2018. Elle était auparavant responsable de la citoyenneté et de la société civile au MPLA. Enfin, le conseiller en charge du secteur productif, **Isaac Francisco Maria dos Anjos**, est l'un des poids lourds du cabinet étant le seul conseiller, également membre du Bureau politique du MPLA. Il a aussi occupé successivement les fonctions de gouverneur de Huila (2008), Namibe (2012), puis Benguela en 2013.

Trois autres personnalités ont le rang de ministre d'État et sont rattachées à la présidence du fait de l'importance de leur portefeuille. C'est le cas de **Pedro Sebastião**, chef du Cabinet de sécurité (*casa militar*) du président de la République. Ancien gouverneur de la province de Zaïre, et donc particulièrement utile pour comprendre les problématiques congolaises, il fut ensuite député MPLA en 2012 ainsi que membre du Bureau politique du MPLA depuis cette date. Quant à **Manuel José Nunes Junior**, il est ministre d'État au Développement économique et social et connaît bien ce secteur ayant été en 2008 ministre de l'Économie. Élu député en 2012, il sera président de la commission économie et finance jusqu'à ce qu'il rejoigne à nouveau le gouvernement en 2017.

Enfin, **Frederico Manuel dos Santos e Silva Cardoso**, est le puissant chef de la maison civile. Ce dernier avait déjà occupé cette fonction entre 2008 et 2010. En 2004, il avait été nommé vice-président du MPLA. Le personnel administratif autour du chef de la maison civile est essentiel et permet de nourrir le président en notes sur tous les sujets qui ne sont pas en lien avec la sécurité.

Une fois encore, la description du profil des cadres de la présidence démontre combien un savant mélange de technocrates ayant occupé des postes éminents sous la précédente mandature est mêlé à des politiques chevronnés – notamment ex-gouverneur – qui eux aussi sont montés en grade grâce à Eduardo Dos Santos. Relativement peu de personnalités nouvelles émergent ici, à l'exception peut-être du conseiller juridique. Tous les profils sont évidemment marqués par leur forte proximité avec le MPLA.

Qui sont les membres de l'actuel gouvernement ?

En dehors des trois ministres d'État rattachés à la présidence, du ministre de la Défense et de son adjoint qui ont déjà été évoqués, le président a composé un gouvernement pléthorique, comprenant 32 ministres et 50 secrétaires d'État. Les 82 membres du gouvernement (taille relativement imposante en Angola – les derniers exécutifs de Dos Santos tournaient plutôt autour de 50/60 membres) ont pour but de contenter toutes les clientèles du parti et se composent de technocrates – placés à des postes ministériels liés à leur compétence professionnelle – et d'hommes politiques expérimentés. Parfois, la différence entre les deux catégories est difficile à trancher tellement certains technocrates ont, parallèlement à leur activité professionnelle, également conduit une longue carrière politique.

Les profils plutôt technocratiques

Le ministre de l'Intérieur, **Angelo de Barros da Veiga Tavares**, a été le directeur des prisons au début des années 2000 avant d'être nommé vice-ministre de l'Intérieur en 2005. Il a ainsi sillonné toutes les provinces afin de visiter les gouverneurs et les centres pénitentiaires du pays. Depuis 2012, il est le ministre de l'Intérieur mais n'a jamais été membre du Bureau politique du MPLA. Joao Lourenço a travaillé avec lui lorsqu'il était ministre de la Défense et a décidé de le reconduire dans son gouvernement car il a besoin d'hommes d'expérience dans le maintien de l'ordre ayant une connaissance fine de l'ensemble du territoire angolais. Le ministre des Affaires étrangères depuis 2017, **Manuel Domingos Augusto**, présente un profil similaire de spécialiste, il sera secondé d'un secrétaire d'État, l'ambassadeur **Tete Antonio** qui a notamment été en poste à Addis-Abeba et New York. Manuel Domingos Augusto était secrétaire d'État au même ministère depuis 2010. Diplomate de carrière, il a aussi été ambassadeur en Éthiopie en 2005 où il a eu en charge les relations avec l'Union africaine. En plus de son expertise il a un poids politique important car, contrairement au ministre de l'Intérieur, Lourenço l'a fait entrer au Bureau politique du MPLA. Quant au ministre des Finances, **Augusto Archer de Sousa Manguiera**, il a également un profil de technocrate, il occupait cette même fonction depuis 2016 et a été de 2003 à 2010 conseiller économique du président Dos Santos. Il a aussi été le secrétaire d'État au

commerce de 2010 à 2012 ainsi que le président de la puissante commission des marchés de capitaux (CMC – responsable de la régulation des marchés des capitaux).

Le nouveau ministre de l'Administration publique, du travail et de la sécurité sociale, **Jesus Faria Maiato**, n'a jamais été ministre auparavant mais a travaillé une bonne partie de sa carrière à ce ministère notamment en tant que directeur du bureau juridique. Autre technocrate, **Marcos Alexandre Nhunga**, a effectué toute sa carrière dans le secteur de l'agriculture avant d'être nommé ministre de l'Agriculture en 2016. Il a notamment été le directeur de l'Instituto de Desenvolvimento Agrário (Institut agronomique) dans les années 1990 avant de devenir le directeur provincial de l'agriculture dans sa province de Cabinda. Tout comme le ministre des Affaires étrangères, Nhunga a intégré le Bureau politique du MPLA en septembre 2018 et aura ainsi un poids significatif au gouvernement. Il sera épaulé par un secrétaire d'État également spécialiste du secteur, **Carlos Alberto Jaime Pinto**. Ce dernier dirigeait la firme d'État Gestarra chargée d'acheter les intrants pour améliorer les rendements de l'agriculture en Angola. Le nouveau ministre du Pétrole et des Mines **Diamantino Pedro Azevedo** a été pendant près de dix ans le président de la société d'État minière Ferrangol. Nous reviendrons plus en détail sur son profil lorsque nous aborderons Sonangol et le secteur pétrolier.

Le ministre des Transports, **Ricardo Daniel Sandão Queirós Viegas D'Abreu**, nommé en juin 2018, est un ex-conseiller aux affaires économiques à la présidence et fut également directeur adjoint de la Banco National de Angola. Il a remplacé **Augusto da Silva Tomás** qui était à ce poste depuis 2008. Le nouveau ministre de la Construction et des Travaux publics, **Manuel Tavares De Almeida**, originaire de la province du Cuanza Norte, est un militant MPLA de la première heure, il était membre des JMPLA dans les années 1970. Il a beaucoup travaillé dans le secteur privé pour des sociétés de construction telle que Geotécnica-E.P. ou pour des organismes d'État comme Gamek qui est notamment chargé de la réalisation des barrages sur le fleuve Kwanza. Il sera secondé par un secrétaire d'État, **Manuel José da Costa Molaes D'Abril**, lui aussi originaire de la province de Cuanza Norte et expert du secteur de la construction. Il était depuis 2013 le directeur de l'Institut étatique chargé d'édicter des normes dans le bâtiment : le Laboratório de Engenharia de Angola (LEA). Joao Lourenço a aussi fait le choix de reconduire **Victoria Francisco Lopes Cristovão De Barros Neto** au ministère de la Pêche, fonction qu'elle occupe depuis 2004. La ministre de l'Enseignement supérieur, **Maria Do Rosario Bragança Sambo**, est une nouvelle

venue en politique mais occupe ce poste depuis 2016. En 2015, elle était responsable de l'administration à l'Université d'État Agostinho pour les provinces de Luanda et de Bengo Neto. De même, la ministre de l'Éducation, **Maria Candida Teixeira**, professeur d'université, a auparavant travaillé dans le secteur de son ministère puis qu'elle fut coordinatrice nationale en charge des recherches nucléaires avant de devenir ministre de l'Éducation supérieure et des Sciences et technologies en 2008, puis député en 2012. La nouvelle ministre de la Santé, **Silvia Paula Valentim Lutucuta**, était quant à elle cardiologue de profession avant sa nomination en septembre 2017.

Le nouveau ministre de la Communication, **Anibal João Da Silva Melo**, est un écrivain et journaliste célèbre, il fut député de 1992 à 2017. Il a appartenu au comité d'action du MPLA, à la Radio nacional de Angola de 1975 à 1978, puis a été un membre actif du parti au Brésil où il a étudié dans les années 1980. Son père a combattu les Portugais durant la guerre d'indépendance. Le ministre du Commerce, **Jofre Van-Dunem Junior**, est novice sur la scène politique angolaise car il travaillait jusqu'alors aux États-Unis en tant que directeur des opérations d'une association d'aviation (Experimental Aircraft Association). Il sera secondé par son secrétaire d'État, **Amadeu de Jesus Alves Leitão Nunes**, ex-conseiller au commerce des ambassades angolaises à Lisbonne et Rome. La jeune ministre de l'Environnement (née en 1981), **Paula Francisco Coelho**, a effectué toute sa carrière dans ce ministère où elle a notamment été secrétaire d'État en charge des zones protégées. Quant à la secrétaire du conseil du gouvernement, qui bénéficie du rang de ministre, **Ana Maria de Sousa e Silva**, elle était secrétaire d'État à ce même poste depuis 2010.

Les profils plutôt politiques

Les profils des ministres évoqués ci-dessous ont davantage une carrière politique que technocratique. Comme nous l'avons évoqué, le ministre du très stratégique ministère des Territoires et de la réforme de l'État, le jeune **Adão Franciso Correia de Almeida** (39 ans) est un proche du vice-président et a intégré en septembre 2018 le Bureau politique du MPLA. Il devrait ainsi avoir une trajectoire ascendante sous la présidence Lourenço. Lourenço fait ici appel à une jeune garde qui saura soutenir le président auprès du parti, favorable à un renouvellement de génération.

Le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, le professeur de droit **Francisco Manuel Monteiro de Queiroz**, était depuis 2012 ministre des Mines et de la Géologie, poste où il a notamment mis en place la nouvelle législation minière. Auparavant, il a été conseiller de l'ex-

président Dos Santos sur les questions parlementaires puis sur les questions politiques et constitutionnelles. Député depuis 2012, la ministre de l'Industrie, **Bernarda Gonçalves Martins Henriques Da Silva** occupait déjà ce poste depuis 2012.

Le ministre de l'Eau et de l'Énergie, **João Batista Borges**, était déjà responsable de ce ministère depuis 2011 après avoir été directeur de la société d'électricité Empresa Nacional de Electricidade (ENE). Il sera secondé de son secrétaire d'État, qui a passé toute sa carrière à l'ENE, **António Fernandes Rodrigues Belsa da Costa**. Cependant, la nouveauté pour João Batista Borges est qu'il a intégré le Bureau politique du MPLA en septembre 2018. **José Carvalho Da Rocha**, ministre en charge des Télécommunications et des Technologies de l'information depuis 2008, est également membre du Bureau politique depuis septembre 2018. Il sera épaulé par un secrétaire d'État en place depuis 2016, **Manuel Gomes da Conceição Homem**, ex-directeur général d'Angop, l'agence de presse d'État angolaise. Si **Pedro Luis Da Fonseca** n'est pas au Bureau politique, il est en charge du puissant ministère l'Économie et de la Planification, et jouit du soutien de son ancienne supérieure hiérarchique, Ana Dias Lourenço, lorsqu'il était son vice-ministre au Plan.

La ministre de l'Hôtellerie et du Tourisme depuis septembre 2017, **Maria Angela Teixeira De Alva Sequeira Bragança**, a déjà une longue carrière politique derrière elle. Députée MPLA de 1992 à 2011, elle a notamment été troisième vice-présidente du groupe parlementaire ainsi que présidente de la Commission des affaires étrangères. Depuis octobre 2012, elle était secrétaire d'État à la coopération et avait comme collègue l'actuel ministre des Affaires étrangères Manuel Domingos Augusto, poids lourd de l'actuel pouvoir en tant que membre du Bureau politique du MPLA. Elle sera épaulée par le secrétaire d'État et ex-ambassadeur de carrière **José Guerreiro Alves Primo** (il fut en poste en Belgique, au Ghana et en Turquie).

La ministre de l'Action sociale, de la Famille et de la Promotion des femmes, **Victoria Francisco Correia Conceição**, était secrétaire d'État dans le même ministère depuis 2016. Elle a déjà une longue carrière politique derrière elle. Elle fut, à partir de 2009, vice-gouverneur de la province de Huila en charge des affaires sociales puis des services techniques, et enfin député de 2012 à 2016.

Autre poids lourd du régime, la ministre de la Culture, **Carolina Cerqueira**, membre du Bureau politique du MPLA depuis plusieurs années et ancienne ministre des Médias en 2010 avant qu'elle ne prenne le portefeuille de la Culture en 2016. Elle était députée et présidente de la

Commission « droits de l'homme » et a également effectué de nombreuses missions à l'étranger pour représenter le MPLA. Elle a occupé des fonctions dans le parti depuis deux décennies, notamment comme secrétaire pour les affaires sociales et juridiques. Autre membre du Bureau politique du MPLA – qu'elle a intégré en 2018 – la nouvelle ministre de la Jeunesse et des Sports, **Ana Paula Sacramento Neto**. Cette dernière a été vice-ministre en 2007 chargée de la Famille et de la Promotion des femmes, puis secrétaire au Sport en septembre 2016 avant de devenir la ministre plénipotentiaire de ce ministère en septembre 2017.

Le ministre des Anciens combattants, **João Ernesto Dos Santos**, est également un poids lourd, déjà membre du Bureau politique du MPLA sous José Eduardo Dos Santos. Ancien gouverneur de la province de Moxico (de 2008 à 2017), il a combattu contre les Portugais, période pendant laquelle il a gagné le surnom de « Liberdade ». Il aura pour secrétaire d'État **Clemente Cunjuca** (nommé dès 2008), qui a fait la quasi-totalité de sa carrière dans ce ministère dans lequel il a notamment été directeur juridique.

La composition du premier gouvernement de Lourenço véhicule plusieurs objectifs. D'abord, la promotion de nombre de ministres passés de statut de secrétaire d'État à ministre plénipotentiaire. D'autre part, pour certains d'entre eux qui étaient déjà ministre auparavant, le passage d'un statut de technocrate ministre, à ministre plus politique, leur permettant en théorie de peser sur les décisions en dehors de leur seul ministère *via* les instances du parti MPLA. On remarque aussi qu'il n'y a pas de profond changement mais bien davantage des ajustements. Sur les 82 ministres et secrétaires d'État, une trentaine n'ont jamais eu de fonction gouvernementale auparavant. Si quelques rares jeunes font leur entrée, le gouvernement est largement dominé par des caciques ayant déjà eu une longue carrière technocratique dans les ministères ou politique au sein du MPLA. Aucune ouverture significative à une quelconque société civile n'est notable. Tous les ministres venant du privé ont travaillé pour des sociétés proches du parti – comme par exemple le portefeuille de la construction.

Un Bureau politique du MPLA et des gouverneurs totalement alignés sur le président

Si le gouvernement angolais doit mettre en œuvre les réformes décidées par le président, les grandes orientations politiques restent la prérogative du parti au pouvoir, le MPLA et principalement de son organe suprême : le Bureau politique et son secrétariat, ce dernier étant souvent appelé Politburo, comme en Union soviétique où une bonne partie des élites du MPLA se sont formées⁹. Si Joao Lourenço a hérité du Bureau politique de son prédécesseur pendant un an, un profond renouvellement a été opéré lors d'un congrès après la mise à l'écart de José Eduardo dos Santos du politburo et du bureau politique le 6 septembre 2018. À cette occasion, José Eduardo Dos Santos a dû laisser sa place dans toutes les instances du parti à Joao Lourenço¹⁰. Ce dernier a ainsi fait passer le Bureau politique de 47 à 54 membres, ce à quoi on ajoute les 18 membres du secrétariat. Sur les 54 membres, 31 ont fait leur entrée au Bureau politique modifiant ainsi les équilibres soigneusement pesés pour servir José Eduardo Dos Santos durant ses quatre décennies aux affaires. Il n'y a aucune règle pour composer le Bureau politique qui est *in fine* adopté par le comité central du parti composé aujourd'hui de 497 membres (des membres de rangs plus ou moins élevés de la hiérarchie du MPLA). Le comité central a un mandat de cinq ans, il sera renouvelé en 2021, et ne peut donc pas être remplacé par Joao Lourenço. Cependant, pour mieux le contrôler, Lourenço a décidé d'ajouter 134 nouveaux membres lors d'un congrès extraordinaire en juin 2019¹¹. Toute nomination au Bureau politique doit être validée par le président et fait l'objet d'un relatif consensus, après d'âpres débats. La constitution du Bureau politique est un savant dosage géopolitique, chacune des 18 provinces doit y être représentée¹², des femmes (OMA – ligues des femmes) ainsi que des jeunes de moins de quarante ans (la ligue des jeunes du MPLA – JMPLA) sont également choisis pour inclure des cadres n'ayant

9. Le président Joao Lourenço a passé pas moins de quatre jours en visite officiel en Russie début avril 2019.

10. Angop, « Le congrès de la MPLA se tiendra le 8 septembre », www.angop.ao.

11. « Angola : Comité Central do MPLA alargado para 497 membros », *Deutsche Welle*, 15 juin 2019.

12. Selon nos décomptes, seule la province de Kwanbo-Kubango n'est pas représentée au bureau politique. En revanche, sur 54 membres, 14 sont natifs de Luanda, ce déséquilibre peut s'expliquer par la démographie. Luanda est en effet, est de loin, la province la plus peuplée du pays.

pas connu la guerre d'indépendance (cas de Yolanda Gisele R. A. Santos, Pereira Alfredo ou encore Maricel Marinho da Silva). Le président place des gens en qui il a confiance afin de contrôler au mieux le processus de prise de décision mais il ne peut décider de tout, tout seul. Au sein du bureau politique et du secrétariat, des compromis, même de la part du président, sont nécessaires.

Parmi les fidèles du nouveau président au sein du nouveau bureau politique, on peut citer le ministre de l'Agriculture, celui des Affaires étrangères ou le ministre de l'Eau et de l'Énergie ainsi que des nouveaux gouverneurs comme ceux des provinces de Bengo, Cabinda, Cuando Cubango ou encore Huila, Lunda sul, Bié, Zaire, Cunene, Moxico, Iuge et Cabinda¹³. De même, l'ex-ministre de l'Éducation **M'Pinda Simão**, ou l'ex-chef des forces aériennes angolaises et ex-ambassadeur en Zambie, **Pedro de Morais Neto**, ont tous deux fait leur entrée au Bureau politique du MPLA. Joao Lourenço a également conservé certains caciques – treize – qui ont dû faire preuve de suffisamment de loyauté ou n'ont pas pu être remplacés pour des considérations géopolitiques ou d'alliances¹⁴.

Le secrétariat du Bureau politique du MPLA compte 18 membres et constitue, en quelque sorte, l'organe exécutif du Bureau politique. Il a également été significativement remanié par Lourenço en septembre 2018. Outre Joao Lourenço qui en est le président, 7 des 16 autres membres étaient déjà au Bureau politique sous José Eduardo Dos Santos¹⁵. Trois membres du

13. Voici les noms des gouverneurs ayant fait leur entrée au comité politique : Mara R. da Silva B. Quiosa (Bengo), Eugénio César Laborinho (Cabinda), Pedro Mutinde (Cuando Cubango) ou encore Luís da Fonseca Nunes (Huila), Daniel Felix Neto (Lunda sul), Alfredo Pereira (Bié), Pedro Makita A. Júlia (Zaire), Adriano Tyova (Cunene), Gonçalves Muandumba (Moxico), Pinda Simão (Iuge) et Eugénio César Laborinho (Cabinda).

14. C'est le cas par exemple de la nouvelle vice-présidente du MPLA, Luisa P. Francisco Damião, qui était déjà au Bureau politique sous Dos Santos ; de l'ancien gouverneur de la province de Bié, Álvaro Manuel de Boavida Neto, qui devient secrétaire général ; de l'ex-ministre de l'Éducation, Ana Paula Inês Dala ; du général et homme d'affaires António D. Pitra C. Neto ; du puissant vice-président et ancien ministre des Territoires Bornito de Sousa Balthazar Diogo ; de la ministre de la Culture Carolina Cerqueira ; de l'ex directeur de cabinet de Dos Santos, Carlos Maria Feijó ; du gouverneur de Lunda Norte, Ernesto Muangala ; du gouverneur de Malange, Norberto F. dos Santos ; du nouveau ministre des Anciens combattants, João Ernesto dos Santos ; ou encore de l'influent directeur de la Maison militaire du président Pedro Sebastião. Le président a aussi conservé le patron des jeunes cadres du MPLA à l'instar de Sérgio Luther Rescova.

15. C'est le cas d'Álvaro Manuel de Boavida Neto – même si ce dernier a été nommé secrétaire général par Lourenço – ou encore de Sérgio Luther Rescova, le patron des JMPLA. C'est aussi le cas d'Ana Paula Inês Dala, coordinatrice de la commission de discipline du Bureau politique ; de la vice-présidente du MPLA Luisa P. Francisco Damião ; de l'ex-gouverneur d'Uíge, Paulo Pombolo, secrétaire à l'information ; ou encore du secrétaire à la mobilisation, Jorge Inocêncio Dombolo. Joao de Almeida Martins, surnommé « JU », est également un membre déjà chevronné du Bureau politique ainsi que du secrétariat.

secrétariat ont par contre fait leurs premiers pas au Bureau politique¹⁶. Certains ont été écartés du Bureau politique en 2018 mais restent au secrétariat, c'est le cas de **Luzia Pereira de Sousa Ingles Van Dunem** surnommé « Inga ». Cette dernière est irremplaçable jusqu'en 2021 étant secrétaire générale de la branche représentant les femmes du MPLA, l'OMA. Enfin, la dernière catégorie, au nombre de quatre, est celle des membres du secrétariat qui ne sont et n'ont jamais été membres du Bureau politique¹⁷. Certains membres éminents du secrétariat comme l'ancien secrétaire général du MPLA, **Paulo Kassoma**, ont été écartés du Bureau politique comme du secrétariat en septembre 2018, étant jugés trop proches du précédent pouvoir. Ce rôle de secrétaire général est tellement clé dans le dispositif institutionnel du MPLA que Lourenço n'a pas envisagé une seconde de conserver le dernier titulaire du poste sous Dos Santos.

Dans le but d'asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire angolais, le nouveau président a également remplacé 12 des 18 gouverneurs depuis septembre 2017. Seuls six d'entre eux ont été nommés avant l'arrivée au pouvoir de Joao Lourenço et ont dû suffisamment démontrer leur allégeance au président ou/et à son vice-président pour se maintenir en poste¹⁸. Les gouverneurs remplacés n'ont pas été exclus de l'appareil d'État pour autant, comme quoi Lourenço doit également occuper ces cadres qui ne sont pas issus de son premier cercle¹⁹.

Encore une fois, certains organes du parti, véritables centres de décisions de l'Angola – bien davantage que le gouvernement –, Lourenço a concocté un savant dosage de personnalités venant de toutes les provinces et ayant des expériences locales et nationales sans avoir pour autant occupé par le passé des postes trop sensibles – exemple de l'ex-secrétaire général du MPLA Paulo Kassoma. Beaucoup de membres du bureau politique cumulent les casquettes de ministre ou de gouverneur de province. Ces derniers représentent la véritable cheville ouvrière du pouvoir Lourenço.

16. C'est le cas d'Mário Pinto de Andrade, secrétaire pour les affaires politiques et électorales ; du chef du groupe parlementaire du MPLA, l'anthropologue Americo Antonio Cuononoca, qui a fait sa rentrée au Bureau politique ainsi qu'au secrétariat en septembre 2018 ; et de Pedro de Morais Neto à la même date.

17. Cela concerne le secrétaire à la politique économique, Salomao Luheto Xirimimbimbi ; Diogenes de Oliveira, secrétaire pour l'administration et des finances ; Yolanda Gisela Ribeiro Antonio Dos Santos, en charge de politique sociale ; ou encore Manuel Pedro Chaves, chargé des relations internationales.

18. C'est le cas d'Eusébio de Brito Teixeira (Cuanza sul) en place depuis 2012 ; de Carlos da Rocha Cruz (Namibe) depuis 2016 ; Norberto Fernandes Dos Santos (Malanje) depuis 2012 ; de Rui Falcão (Benguela) depuis 2013 ; d'Ernesto Muangala (Lunda norte) depuis 2008 ; de José Maria Ferraz dos Santos (Cuanza norte) depuis 2016.

19. On peut citer l'exemple de João Bernardo de Miranda qui a gouverné Bengo de 2009 à 2018 et qui est depuis septembre 2018, ambassadeur en France. De même, l'ambassadeur angolais au Portugal depuis mai 2018 n'est autre que l'ancien conseiller diplomatique de José Eduardo Dos Santos, Carlos Alberto Saraiva de Carvalho Fonseca.

Des hommes de confiance à la tête de l'économie

L'Angola est une économie dirigiste, où la question monétaire, celle des investissements, ou encore l'élaboration du budget n'obéissent pas forcément à une logique de marché mais bien davantage à des éléments plus politiques. Depuis l'indépendance, le MPLA a l'obsession du contrôle et ne veut pas se faire dicter ses politiques économiques par l'extérieur, en particulier pas le FMI ou la Banque mondiale. D'où la très grande proximité du régime angolais avec la Chine dont le modèle économique enthousiasme nombre de leaders du MPLA²⁰. Si le ministère du Plan a disparu depuis l'arrivée de Lourenço, celui de l'Économie est également celui de la planification. La différence entre la situation antérieure et actuelle est donc davantage sémantique que concrète. L'État conserve ainsi son rôle majeur pour impulser des grands projets et dicter les règles du jeu de l'économie nationale. La Banque centrale n'est, évidemment pas, indépendante du pouvoir politique.

La Banque centrale

Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Joao Lourenço a d'ailleurs désigné un nouveau gouverneur de la Banco Nacional de Angola : **José de Lima Massano**. Ce dernier a la particularité d'avoir déjà été à la tête de cette institution de 2010 à 2015. À l'époque, il avait officiellement démissionné en raison de la forte dévalorisation de la monnaie nationale, le kwanza, conséquence de la baisse des cours du brut depuis mi-2014. José de Lima Massano avait, à l'époque, été sacrifié. Joao Lourenço a décidé de le renommer, sachant que ses compétences n'ont jamais été remises en cause. José Eduardo Dos Santos ne l'avait d'ailleurs pas complètement écarté car il avait été poussé pour devenir directeur du comité exécutif de la banque privée Banco Angolano de Investimentos (BAI)²¹.

20. On rappellera ici combien les négociations difficiles avec les donateurs occidentaux au lendemain de la guerre civile en 2002 ont encore davantage poussé l'Angola à se rapprocher de la Chine.

21. Si cette banque est privée, son premier actionnaire est la société pétrolière d'État, la Sonangol.

La Sonangol et le secteur pétrolier

Les remaniements au sein de la compagnie pétrolière d'État Sonangol ont été l'un des marqueurs de la prise de pouvoir effective de Joao Lourenço sur le pays. En novembre 2017, soit quelques semaines après son élection, le président a en effet limogé la fille de son prédécesseur, Isabel Dos Santos. Cette dernière avait été nommée en 2016 pour réformer Sonangol. Outre le symbole d'écartier la fille de son prédécesseur, Joao Lourenço a décidé de la remplacer, le 15 novembre 2017, par **Carlos Saturnino** qui avait lui-même été limogé en janvier 2017 par Isabel Dos Santos de son poste le directeur de la puissante filiale « exploration-production » de Sonangol, Sonangol P&P. Le vrai moteur de ce changement est la mise à l'écart de tous les membres de la famille Dos Santos à des postes clés, mais Carlos Saturnino a été de toutes les grandes décisions du pouvoir précédent en matière pétrolière, il a eu du mal à impulser une stratégie totalement nouvelle. Carlos Saturnino avait été d'abord nommé le 12 octobre 2017 secrétaire d'État au pétrole, laissant présager qu'il serait un contrepoids à Isabel Dos Santos. Cependant, un mois plus tard, Joao Lourenço, assuré de son contrôle sur les institutions, a décidé de s'opposer frontalement à son prédécesseur et d'écartier Isabel Dos Santos. Carlos Saturnino est un protégé de l'ancien vice-président angolais, **Manuel Vicente**, lui-même président de la Sonangol de 1999 à 2012. Sous la présidence de Sonangol de Manuel Vicente, ce dernier a ainsi permis à Saturnino de rapidement gravir les échelons de la société d'État. Cependant, Carlos Saturnino a été lui-même remplacé en mai 2019 par un autre proche de Manuel Vicente, **Sebastião Pai Querido Gaspar Martins**. Ce dernier était, depuis l'arrivée de Lourenço, au conseil d'administration de Sonangol. Il était auparavant le dirigeant de la *junior* pétrolière Somoil, une des sociétés détenues dans l'ombre par Manuel Vicente.

Manuel Vicente semble être l'homme fort du pétrole du nouveau président. Manuel Vicente, a été accusé d'avoir corrompu un magistrat au Portugal en 2017, et Joao Lourenço a créé, en janvier 2018, une mini-crise diplomatique en le défendant et en refusant que l'ancien vice-président fasse l'objet d'un procès à Lisbonne²². En mai 2018, le Portugal a finalement concédé à son ancienne colonie que Manuel Vicente soit jugé en Angola où l'ancien vice-président bénéficie d'une immunité²³. En plus d'avoir plaidé la cause de Carlos Saturnino afin qu'il revienne à Sonangol, à la plus haute place, Manuel Vicente est, de par sa parfaite connaissance du secteur pétrolier, l'un des conseillers officieux de l'actuel président.

22. « Former Vice-President on Trial: A Watershed Moment for Portugal and Angola », *Transparency International*, 23 janvier 2018.

23. « Portugal Lets Angola Try ex-VP in Graft Case, Hopes to Improve Ties », *Reuters*, 10 mai 2018.

Ainsi, il ne faut pas surinterpréter son absence au Bureau politique du MPLA depuis septembre 2018.

Pour remplacer Carlos Saturnino au poste de secrétaire d'État au pétrole, le président Lourenço a d'abord choisi **Paulino Fernando de Carvalho Jeronimó**, écarté en juin 2016 du conseil d'administration de Sonangol par Isabel Dos Santos²⁴. Paulino Fernando de Carvalho Jeronimó a changé de poste en février 2019, il est désormais président de la nouvelle autorité de régulation pétrolière : Agência Nacional de Petróleo e Gás. Quant au ministre du Pétrole et des Mines, **Azevedo Diamantino**, anciennement président de la société d'État minière Ferrangol pendant une décennie, il est aussi très proche du couple présidentiel²⁵ et mène depuis deux ans une profonde réforme du pétrole et des mines. Azevedo Diamantino est en charge de ces deux secteurs clés alors qu'avant son arrivée, deux ministères distincts géraient le pétrole et les mines. Son objectif, comme pour Carlos Saturnino, est depuis 2017 d'inciter les majors pétrolières à investir davantage qu'auparavant afin d'éviter une baisse massive de la production alors que plusieurs blocs (notamment 14 et 15) voient leur production s'effondrer. Lors de la visite de Joao Lourenço à Paris en mai 2018, Total – premier producteur du pays avec 229 000 barils par jour – a par exemple obtenu un nouveau permis (48) et créé une *joint-venture* commune avec Sonangol pour la mise en place d'un réseau de stations-service en Angola²⁶. De même, à la suite d'une visite du PDG de BP à Luanda²⁷, le 10 décembre 2018, la compagnie britannique a acté en 2019 une décision finale d'investissement sur le projet de Platina (bloc 18) et a prolongé la période de production sur le gisement de Greater Plutonio jusqu'en 2032. Chevron, l'un des plus anciens opérateurs du pays, étudie aussi la possibilité de prendre de nouveaux permis²⁸. Quant à ExxonMobil, elle s'est engagée en décembre 2018 sur trois nouveaux permis d'exploration au sud de l'*offshore* angolais, dans le bassin de Namibie.

Pour affirmer son pouvoir, Joao Lourenço a également nommé des administrateurs de Sonangol, déchus sous l'administration de Dos Santos. C'est le cas de deux anciens premiers ministres tombés en disgrâce : **Fortunato Ferreira do Nascimento** (1975-1978) et **Marcolino José Carlos Moco** (1992-1996). Marcolino Moco avait ouvertement critiqué la

24. « Isabel dos Santos Installs her Team at Sonangol », *Africa Energy Intelligence*, n° 772, 21 juin 2016.

25. « ANGOLA : Comment Diamantino Azevedo est devenu le vrai boss du pétrole ? », *Africa Energy Intelligence*, n° 830, 11 décembre 2016.

26. Site internet de Total, www.total.com.

27. World Oil, « Sonangol and BP Agree to Advance BP's Activities in Angola », 11 décembre 2018.

28. « ANGOLA : Après Exxon et Total, Chevron veut ressortir le carnet de chèques », *Africa Energy Intelligence*, n° 829, 27 novembre 2018.

corruption sous Eduardo dos Santos dans les colonnes du *New York Times*²⁹, en juin 2017.

Dans ce secteur clé de l'économie angolaise, si des efforts de politique ont été faits pour attirer davantage d'investissement, les personnes en charge étaient déjà à des postes très élevés sous Dos Santos. Il n'y a pas encore de changement générationnel, ni de logiciel stratégique. Cependant, la grave crise du secteur pétrolier, commencée en 2014, a contraint les officiels angolais à proposer des mesures permettant aux *majors* de s'impliquer financièrement davantage dans le pays. De plus, Sonangol a tellement de difficultés financières qu'il envisage depuis 2018 de vendre une partie de ses filiales non essentielles – aviation, télécom etc. – mais également une partie de sa filiale exploration/production Sonangol P&P, le réacteur de la firme d'État. La mise à l'écart de Carlos Saturnino est tout de même un signe de la fin de la toute-puissance de Sonangol sur le secteur pétrolier. Saturnino s'est opposé à la création d'une autorité de régulation qui contrôlait le secteur ainsi que ce que fait Sonangol. Il a ainsi perdu son pari et été remplacé par Gaspar Martins, ex-cadre de Sonangol plus favorable au compromis.

Les entreprises minières : Endiama et Ferrangol

Si le pétrole et le gaz sont de loin les premiers secteurs de l'économie angolaise (50 % du PNB, 70 % des revenus et 90 % des exportations³⁰), le secteur minier est lui aussi stratégique. L'Angola détient deux sociétés d'État majeures : Endiama qui s'occupe de la production de diamants (dont sa filiale Sodiam qui les commercialise) et Ferrangol qui gère tous les autres minéraux. Tout comme pour Sonangol, l'organigramme des sociétés Endiama, Sodiam et Ferrangol a été modifié en novembre 2017, soit quelques semaines après l'arrivée au pouvoir de Joao Lourenço. On note relativement peu de bouleversements parmi les dirigeants de ce secteur mais il faut cependant souligner le lancement d'une grande libéralisation notamment dans le diamant. L'État n'aura plus le monopole de la vente de diamant *via* la Sodiam. Le décret mettant en place cette décision a été signé le 31 janvier 2019.

Endiama est désormais dirigé par **José Manuel Augusto Ganga Junior**, ancien directeur de Sociedade Mineira de Catoca (important producteur privé de diamants dans le pays). Les autres membres du conseil

29. « ANGOLA : Marcolino Moco à la Sonangol, ultime attaque de Lourenço contre le clan Dos Santos », *Africa Energy intelligence*, n° 809, 23 janvier 2018.

30. Cia Factbook, www.cia.gov.

d'administration sont Lauriano Receado Paulo (conseiller du conseil d'administration de Sodiam de 2008 à 2017, docteur en ingénierie minière de Berlin), **Ana Maria Feijó Bartolomeu** (carrière complète chez Endiama), Osvaldo Jorge Campos Van-Dúnem (ancien d'Endiama), Joaquim Filipe Luís (ancien d'Endiama). Enfin, **Santana André Pitra**, général à la retraite et combattant contre le régime colonial portugais, membre du bureau politique du MPLA depuis 1998, a été nommé administrateur d'Endiama en 2017. Il a rejoint le MPLA alors qu'il n'avait 16 ans puis a été l'un des artisans des accords de Bicesse, permettant le cessez-le-feu avec l'Unita en 1992. De 1992 à 2017, il est ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale (toujours en 2016). Santana André Pitra sera clairement les yeux et les oreilles du président au sein d'Endiama.

Au sein de la société Ferrangol, le directeur était depuis plus de dix ans le nouveau ministre du Pétrole et des Mines Diamantino Azevedo. **João Diniz dos Santos** qui était déjà administrateur de la société le remplace. Il sera entouré des administrateurs Romeu Artur Ribeiro (déjà à ce poste), Djanira Alexandra Monteiro dos Santos, Kayaya Kahala (administrateur depuis plus de dix ans), Henriques Kiaku Simão (ancien directeur général adjoint de la société minière Angolana de Exploração de Recursos Minerais – AEMR).

Le mélange de politiques et de technocrates dans les sociétés d'État minières ne marque pas une rupture avec la précédente mandature Dos Santos. En revanche, l'ouverture de certains marchés clés, comme la vente de diamants à d'autres sociétés que les seules compagnies d'État, est une vraie révolution. L'objectif étant ici de faciliter le développement d'un marché plus ouvert et éventuellement plus rémunérateur pour les caisses de l'État.

Le fonds souverain de l'État

Depuis janvier 2018, c'est **Carlos Alberto Lopes** (ancien vice-ministre du Plan en 2003 puis ministre des Finances en 2010), brièvement conseiller à la présidence en charge des affaires sociales, qui dirige le fonds souverain **Fundo Soberano de Angola** (FSDEA). Il remplace le fils de l'ancien président José Eduardo Dos Santos, Jose Filomeno Dos Santos, accusé de corruption et placé en détention provisoire en septembre 2018³¹. Carlos Alberto Lopes, proche d'Ana Dias Lourenço, avait été écarté par Dos Santos. Il pourra s'appuyer sur ses nouveaux administrateurs : **Laura Alcântara Monteiro** (vice-gouverneur de la Banco Nacional de Angola de 2009 à 2010 puis secrétaire d'État à l'Économie en 2012), **Pedro Sebastião Teta** (ancien vice-ministre de la Science) **Valentina de Sousa Matias Filip** (ancienne cadre de la Banco de Desenvolvimento de Angola). Lourenço pourra compter pleinement sur Pedro Sebastião Teta qu'il a nommé au bureau politique du MPLA en septembre 2018.

Joao Lourenço a également décidé de remplacer la plupart des dirigeants des autres sociétés d'État comme celui de la firme d'aviation nationale TAAG. **José João Kuvíngua**, ancien secrétaire d'État au transport, a été nommé président de la TAAG à la place de **Joaquim Teixeira da Cunha**. Ce dernier est au conseil d'administration de la TAAG depuis 2008 et dirigeait la société depuis 2013.

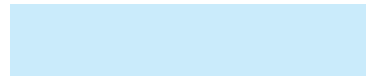
31. « Angola : Jose Filomeno dos Santos, fils de l'ex-président, arrêté », *RFI*, 24 septembre 2019.

Conclusion

À la lecture de ces multiples nominations, on constate que Lourenço a remplacé une grande partie des cadres du gouvernement, des sociétés d'État et du MPLA. Mais il a dû aussi également conserver nombre de cadres du régime précédent avec lesquels il avait travaillé lors de son passage au ministère de la Défense ou au Parlement. Le président angolais a aussi choisi de réhabiliter des personnalités écartées sous l'ère Dos Santos. Il a dû aussi faire des compromis et garder à l'intérieur de la machine étatique de personnalités n'étant pas forcément des fidèles mais avec lesquelles il devra travailler pour éviter de s'en faire des ennemis.

Il semble clair que le parcours et le profil des dirigeants du pays n'ont guère changé avec l'arrivée de Lourenço. Le MPLA demeure un parti-État tout puissant avec l'obsession du contrôle. Les personnalités aujourd'hui au pouvoir proviennent du même moule idéologique que celui de la période Dos Santos – pas ou très peu d'ouverture à une société civile. Après avoir remplacé une grande partie des membres du Bureau politique et du secrétariat du MPLA, c'est désormais au dernier bastion qui lui échappe encore que Lourenço va devoir s'attaquer : le comité central. Les élections pour le renouvellement de cet organe sont prévues en 2021. Si Joao Lourenço parvient une nouvelle fois à placer ses hommes de confiance, plus aucun organe de l'État ni du parti ne sera en mesure de contester le pouvoir du président.

Sur le plan économique, le président Lourenço a tenté, au cours des dix-huit derniers mois, de donner des signaux d'ouverture afin d'attirer des investisseurs et relancer l'économie du pays qui est dans une situation de croissance très faible et vulnérable à la fluctuation des cours du pétrole, du gaz et des diamants. Par ailleurs, la dette très élevée de l'État angolais rend les marges de manœuvre en termes de relance de l'économie extrêmement réduites. Si des efforts significatifs ont été effectués dans le secteur pétrolier avec l'assouplissement des règles de *local content*, la facilitation des visas, la fin de l'omnipotence de Sonangol ou l'allocation de nouveaux blocs aux majors, le pays n'a clairement pas encore enclenché la diversification de son économie. L'agriculture est à la charge d'un ministre expert du secteur avec un poids politique certain, mais la multiplication des partenariats agricoles (Israël, Maroc avec l'OCP, etc.) ne devrait pas avoir, à court terme, d'impacts concrets sur le terrain, tant que le pétrole continue de couler. Et ce, d'autant plus, si de nouvelles découvertes pétrolières se multiplient. La société italienne ENI a par exemple récemment annoncé de multiples succès pétroliers sur son bloc 15/06.



institut français
des relations
internationales

1979
2019